

Canadexport



Affaires extérieures External Affairs
Canada Canada

VOL. 7 N°9

LE 15 MAI 1989

GATT : le commerce se négocie «à la ronde»

Les discussions avaient duré toute la nuit pour relancer les négociations commerciales multilatérales (N.C.M.) de la Ronde de l'Uruguay. En effet, la Ronde est maintenant prête à procéder rapidement à l'étape intensive de 20 mois qui doit mener à la conclusion d'une entente. (A Montréal, en décembre dernier, le processus d'examen à mi-parcours de la Ronde de l'Uruguay était dans l'impasse; cause principale : les désaccords au sujet de la réforme agricole. Pour en sortir, le Comité des négociations multilatérales avait organisé une séance de négocia-

tions spéciale, ce qui a eu lieu le 8 avril à Genève.) La scène y était très tendue lorsque, à peine passé midi, M. Arthur Dunkel, directeur général de la Commission de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), a déposé les documents de négociations provisoires sur les quatre questions en suspens, dont l'agriculture. Ces quatre documents formulaient des objectifs, des paramètres et des échéanciers conçus pour le reste des négociations de la Ronde de l'Uruguay d'ici la fin de 1990. Ils indiquaient aussi les divergences d'opinions et d'intérêts qui in-

fluent sur des transactions de plusieurs milliards de dollars et, qui plus est, sur les projets visant la performance économique future d'un grand nombre d'industries, de pays et de régions. En présentant ces documents aux délégués des principales puissances commerciales, M. Dunkel espérait qu'ils les accepteraient comme documents de référence pour achever l'examen à mi-parcours entrepris à Montréal en décembre, et que ces textes serviraient de cadre à la poursuite des travaux de la ronde de l'Uruguay. Quelques heures à peine après la présentation par M. Dunkel des documents « à prendre ou à laisser », le verdict est tombé. À 19 heures, quelques heures avant l'expiration du délai, le Comité des négociations commerciales et les représentants de plus de 100 pays ont ratifié les quatre nouveaux documents avec les 11 autres provisoirement approuvés à la Réunion ministérielle de Montréal, quatre mois auparavant.

LE JAPON SAVOURE DU CANADIEN



A la canadienne -- Le ministre de l'Agriculture du Japon, M. Tsutomu Hata, déguste du boeuf canadien à FOODEX 89, sous les regards de MM. Don Daintry (à g. du chef) et Ray Fielding (derrière), tous deux de la Canada West Trading Corporation, de Calgary (Alb.). (Lire l'article page 5.)

Nouveaux défis, nouveaux centres

« Créer une culture commerciale axée sur l'étranger dans laquelle les connaissances et les compétences des Canadiens reflètent l'importance qu'occupe le commerce international dans notre économie, voilà l'un des plus grands défis auquel les Canadiens doivent faire face. » Telle était la teneur d'une allocution prononcée par le ministre du Commerce extérieur, M. John C. Crosbie, lorsqu'il a inauguré, le 5 mai à Ottawa, le Centre sur la politique commerciale et le droit des échanges commerciaux. La coparticipation des Universités Carleton et

d'Ottawa reflète la volonté du gouvernement d'élargir son Programme des centres d'études en administration internationale des affaires. Le Centre sera axé sur les politiques commerciales et le droit des échanges commerciaux plutôt que sur la commercialisation internationale et sujets semblables, qui constituent l'essentiel des études prévues par le programme. Il sera consacré à la recherche et à l'enseignement de notre politique commerciale; il offrira une tribune pour lancer et échanger des idées; et aidera à faire connaître aux Canadiens les questions commerciales. À la conférence d'inauguration du Centre, M. Crosbie a souligné que le nouvel institut « aura certainement un rôle clé à jouer alors que nous relevons les défis d'une économie planétaire. » M. Crosbie a exposé la stratégie tripartite du gouvernement à l'égard du commerce extérieur. La première étape, a-t-il déclaré, consiste à tenir compte des nouvelles perspectives créées par l'avènement d'un marché européen unique en 1992. Tout en confirmant que l'intégration européenne « influera sérieusement sur les politi-

ques », le directeur général, M. Dunkel, a déclaré que les accords de Genève étaient « les négociations commerciales les plus amples et les plus approfondies qu'on ait jamais entreprises ». A la suite des négociations d'avril, deux grandes réformes devront être appliquées immédiatement, soit bien avant la clôture officielle de la Ronde de l'Uruguay; il s'agit du système des groupes conçus pour résoudre les différends commerciaux, et du système de surveillance multilatéral établi pour examiner les politiques commerciales des divers pays. (Les règlements commerciaux du Canada seront examinés dans cette optique vers la fin de l'année ou début 1990.) (Voir page 6 : Négociations.)

Recommandations !

Le ministre du Commerce extérieur, M. John C. Crosbie, a annoncé la semaine dernière que le gouvernement invite les producteurs, les exportateurs et tout autre Canadien à lui soumettre des présentations écrites esquissant leurs intérêts dans les négociations sur l'accès aux marchés, menées dans le contexte de la Ronde de l'Uruguay. Les négociations ont été lancées en septembre (Voir page 3 : Des négociations.)

DANS CE NUMÉRO :

| | |
|---|---|
| • Voici des appels d'offres internationaux qui présentent de bons débouchés sur les marchés mondiaux..... | 2 |
| • Voici un cours sur la documentation à l'exportation..... | 3 |
| • Expositions commerciales et missions à foison aux États-Unis..... | 4 |
| • La peau et le cuir canadiens fort à la mode chez les Américains..... | 5 |

Marchés mondiaux

(Voir page 6 : Il faut.)